



« De nouvelles chances pour l'agriculture suisse »

J'ai accordé récemment à la *Sonntagszeitung* une interview, publiée le 11 mai 2008, portant sur les négociations internationales et leurs conséquences pour la politique agricole. Cet article a suscité, de la part de certaines associations, des critiques virulentes et pas toujours loyales. Je n'avais pourtant aucune intention de blesser les paysans et les paysannes suisses. Je ne les ai assimilés ni à des « marginaux » ni à des « parasites », pas plus que je n'ai pu influencer sur le choix – malheureux – du titre de l'article par la rédaction. Au contraire, j'ai le plus grand respect pour le travail des paysans suisses, pour leur engagement, leur conscience professionnelle, leur savoir-faire et la qualité remarquable de leurs produits. Je comprends que certains aient pu se sentir blessés par les mauvaises interprétations de mes propos, et je le regrette profondément.

Ce que je veux en premier lieu, c'est mettre en évidence les conditions dans lesquelles les agriculteurs travaillent. Actuellement, leur liberté d'action est entravée par tout un corset de réglementations, de mesures protectionnistes et de mécanismes de soutien. Même la Politique agricole 2011 restera contraignante avec son lot de prescriptions légales, par exemple en matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement. Alors que certaines exploitations ne subsistent et ne peuvent subsister que grâce à l'aide de l'Etat, d'autres peinent à trouver des possibilités de développement et d'agrandissement.

Comment allons-nous relever les défis à venir ? D'abord, en ayant davantage confiance en nous et en nos capacités. Je suis toujours étonné de voir à quel point notre attitude est défensive. Nous pouvons pourtant nous appuyer sur un bilan positif. Si nous considérons l'amélioration de la productivité, que voyons-nous ? Le niveau d'auto-provisionnement de la Suisse est aujourd'hui plus élevé qu'avant et après la Seconde Guerre mondiale, alors même que la population a augmenté d'environ 60% depuis 1950. Et qu'en est-il de notre compétitivité ? Entre 2003 et 2007, les importations de produits agricoles en provenance de l'UE ont certes crû de 6,4% mais, dans le même temps, nos exportations faisaient un bond de 16,5% ! Il y a donc de la demande pour les produits suisses !

Ensuite, le Conseil fédéral a pris toute une série d'initiatives dont l'agriculture profite et profitera également : le train de mesures en faveur de la croissance, la réduction des obstacles au commerce, les importations parallèles. Ce sont des étapes importantes d'une réforme qui nous aidera aussi à défendre notre place sur la scène internationale.

Quant à l'OMC, elle représente pour nous une nécessité vitale. Il faut savoir en effet que la Suisse gagne un franc sur deux à l'étranger. Or sans l'OMC, le commerce



international ressemblerait à un match de football sans règles ni arbitre : seule la loi de la jungle y régnerait, et ce seraient toujours les plus puissants qui l'emporteraient. Les négociations menées dans le cadre de l'OMC produiront tôt ou tard des effets durables pour l'agriculture suisse. Il s'agit donc de s'y préparer plutôt que de pratiquer une politique de l'autruche.

Un accord de libre-échange avec l'UE dans le domaine agroalimentaire constituera une pièce maîtresse de notre dispositif. Il ouvrira de nouveaux débouchés à nos agriculteurs : j'en veux pour preuve la réussite indiscutable de la libéralisation du commerce du fromage, ou encore le fait que nos voisins autrichiens ont enregistré dernièrement, pour la première fois de leur histoire récente, un solde positif de leur balance commerciale dans le domaine agricole.

Bien entendu, les mutations accélérées que va connaître l'agriculture doivent être amorties par un programme de mesures d'accompagnement. La conseillère fédérale Doris Leuthard a chargé le SECO et l'Office fédéral de l'agriculture de mettre au point un dispositif adéquat.

Je partage le credo d'un paysan suisse bien connu, Josef Dissler, qui déclarait : « L'économie, l'agriculture et la société dans son ensemble doivent tirer à la même corde pour que nos régions restent vivantes. Pour cela, il faut faire preuve de tolérance et de confiance mutuelle. » C'est ainsi, en effet, que nous pourrons relever les défis qui nous attendent.

Jean-Daniel Gerber